



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

Délibération n° 22.01.9 - Signature d'une convention d'intervention foncière avec l'Établissement Public Foncier (EPF PACA) en vue d'intervenir sur l'îlot République

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 15 février 2022

Présents : Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Procurations : CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDÉL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) ;

Vu les dispositions des articles L.321-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatives aux établissements publics fonciers de l'Etat ;

Vu la convention d'adhésion au dispositif « Petites Villes de Demain » signée le 09 juin 2021 par les communes des Arcs-sur-Argens, de Salernes, de Lorgues et du Muy ;
Considérant l'engagement de la commune en faveur de la revitalisation de son territoire ;

Considérant les conclusions de l'étude de revitalisation du centre-ville soulignant l'existence d'un « parc de logements vieillissant qui, bien que présentant à ce jour une vocation résidentielle, sera confronté dans les années à venir à un enjeu de rénovation nécessaire au renouvellement de la population résidente (désirabilité du parc) » ;

Considérant le taux de vacance en croissance depuis ces dernières années, notamment en centre-ville pouvant signifier une baisse de l'attractivité résidentielle ;

Considérant le positionnement stratégique en cœur de ville, l'axe central à proximité, l'âge ainsi que l'état des immeubles situés au sein du périmètre d'intervention arrêté ;

Considérant l'obligation de création de nouveaux logements sociaux applicable à la commune et la nécessaire limitation de l'étalement urbain ainsi que la lutte contre l'artificialisation des sols ;

Considérant les multiples enjeux identifiés (notamment au sein de la convention d'intervention foncière) ainsi que la nécessité de réhabiliter les immeubles et de requalifier les abords de la rue de la République afin d'y recréer du logement.

L'EPF PACA est un outil au service des collectivités territoriales pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable, la lutte contre l'étalement urbain et la limitation de l'artificialisation des sols.

Le site d'intervention identifié par la commune s'étend sur une superficie d'environ 677 m² et est situé entre centre-ancien à proximité de des rues de la République et de la Motte.

Il est principalement composé de maisons de villes et immeubles R+1, R+2 et R+3. L'ensemble du site nécessite un réaménagement urbain global. Le projet visera à renforcer et poursuivre la requalification du centre-ville et son rôle de centralité.

Ainsi, et par l'intermédiaire de la convention annexée à la présente délibération, la commune sollicite l'EPF PACA pour initier, sur le site identifié, une mission d'intervention foncière en phase impulsion /réalisation.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention d'intervention foncière annexé à la présente délibération ;
- de l'autoriser à signer ladite convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,

A blue ink signature is written over a circular official stamp of the commune of Les Bains.

Nathalie GONZALES